



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne

Dijon, le 10 octobre 2012

Unité Territoriale 21

S:\ENVIRONNEMENT\Documents communs\Installations
Classées\Etablissements\URGO Chevigny\2012 10 Coderst\2012 10 rapport
CODERST.odt

Nos réf. : SC/SK/2012/404

Affaire suivie par : Stéphane CARON
stephane.caron@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 03.45.83.21.91 Fax. 03.45.83.22.95

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES **en CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT** **ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES** **Séance du 13 novembre 2012**

OBJET : Demande en date du 27 décembre 2011 de la société Laboratoires URGO.
Installation de production pharmaceutique sur le territoire de la commune de Chevigny-Saint-Sauveur.

I - PETITIONNAIRE

1.1 - Identité :

Raison sociale : Laboratoires URGO
Siège social et établissement : 2 avenue de Strasbourg ZA Excellence 2000
21800 Chevigny-Saint-Sauveur
Activités principales : Fabrication de divers produits pharmaceutiques

1.2 - Situation administrative :

Arrêté préfectoral complémentaire recodificatif du 29 juillet 2008.

Horaires d'ouverture au public :
du lundi au jeudi : 8h30-12h00 / 13h30-16h30
le vendredi : 8h30-12h00 / 13h30-16h00

Autres horaires : sur rendez-vous
Tél. : 03 45 83 22 22 – fax : 03 45 83 22 95
19bis-21 bd Voltaire -BP 27 805– 21078 Dijon cedex

II - OBJET DE LA PETITION

Conformément à l'article R512-33 du Code de l'Environnement, l'exploitant a indiqué, par lettre citée supra, que :

- les installations ont évoluées par la suppression de la fabrication, du stockage et de l'emploi de peroxydes organiques ;
- les vernis et colles utilisés, compte tenu que leur point éclair est supérieur à 100°C, ne sont pas classés au titre de la rubrique 2940 (erreur de classement dans la demande initiale).

Ces évolutions se traduisent sur le plan du classement administratif par :

- **Le site ne relève plus de la directive IPPC** (suppression de la rubrique 2940) ni même du régime de l'autorisation.
- De plus, la nomenclature des installations classées ayant fortement évoluée avec l'introduction du régime de l'enregistrement, le stockage des matières premières et des produits finis relève désormais du régime de l'enregistrement.
- Le site dans son ensemble est juste soumis à enregistrement.

III – PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR

1. Caractéristiques du site d'implantation

Les activités développées par la Société URGO sont la production et le conditionnement de produits pharmaceutiques et de para-pharmacie.

Par l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2008, le site est autorisé pour les activités suivantes :

➤ Régime de l'autorisation :

- 2940 Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.
- 2920 Installation de compression.
- 1510 Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles).
- 1211 Fabrications des peroxydes organiques.

➤ Régime de la déclaration :

- 1131 Emploi ou stockage de substances et produits chimiques toxiques.
- 1212 Stockage de peroxydes organiques.
- 1450 Solides facilement inflammables.
- 2260 Broyage, concassage, criblage des substances végétales et de tous produits organiques naturels.
- 2661 Transformation de polymères.
- 2685 Fabrication de médicaments à usages humains.
- 2915 Procédés de chauffage.
- 2925 Ateliers de charge d'accumulateurs.

Il y avait également une activité de stockage et d'emploi de diisocyanate de diphenylméthane (MDI) qui était non-classée.

L'établissement est composé principalement des installations suivantes :

- des ateliers de formulation et de conditionnement de médicaments sous forme liquide, pâteuse, aérosol ou solide ;
- un magasin de stockage de matières premières et de produits finis ;
- un laboratoire de contrôle ;
- un local de stockage de liquides inflammables ;
- de locaux annexes (ateliers de maintenance, chaufferie, etc...).

2. Classement et situation administrative des IC concernées par la demande :

La fabrication, le stockage et l'emploi de peroxydes organiques ont été arrêtés en décembre 2009.

La rubrique 2920 a été modifiée par le décret n°2011-1700 du 31/12/2010. A ce jour, les installations, relevant de cette dernière, ne sont plus classées.

L'établissement relève du régime de l'enregistrement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement pour son activité de stockage (rubrique 1510).

Suite aux différentes évolutions le classement des installations est établi comme suit :

Rubrique	Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Régime (AS, A, D, NC)	Situation administrative (a,b,c,d,e,f)
1510-2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant : 2. supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 300 000 m ³ .	153 671 m ³	E	b
1450-2b	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques. 2. emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure à 50 kg, mais inférieure à 1t.	900 kg	D	b
2260-2b	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage , blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. 2. Autres installations que celles visées au 1 : b) la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	388,07 KW	D	b
2661-1b	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1.Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.) la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	5 892 kg/j	D	b
2661-2b	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.) la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j	5 880 kg/j	D	b
2915-2	Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides. Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l.	793 l	D	b
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	Puissance totale = 110,32 kW	D	b
1432-2b	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³ .	25 m ³	DC	b
1131	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. 1. substances et préparations solides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 200 t b) supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 200 t c) supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	3 kg	NC	
	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que		NC	

Rubrique	Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Régime (AS, A, D, NC)	Situation administrative (a,b,c,d,e,f)
1131	définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. 2. substances et préparations liquides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 200 t b) supérieure ou égale à 10 t, mais inférieure à 200 t c) supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	265 kg		
1151	Substances et mélanges particulier (emploi ou stockage de ou à base de)	90g de 4,4 méthylène bis	NC	
1172	Dangereux pour l'environnement -A-, très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.	8 860 kg	NC	
1173	Dangereux pour l'environnement -B-, toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.	1 010 kg	NC	
1175	Organohalogénés (emploi ou stockage de liquides) pour la mise en solution, l'extraction, etc., à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345 et du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et des substances ou mélanges classés dans une rubrique comportant un seuil AS.	< 200 l	NC	
1220	Oxygène (emploi et stockage de l')	17.46 kg	NC	
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression qu'elle que soit la température.	500 kg dont 95 % en transit	NC	
1418	Acétylène (stockage ou emploi de l')	8,21 kg	NC	
1433	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de)	791 kg	NC	
1532	Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public .	336 m³	NC	
1810	Substances ou préparations réagissant violemment au contact de l'eau (fabrication, emploi ou stockage des), à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature.	< 100 kg	NC	
1820	Substances ou préparations dégageant des gaz toxiques au contact de l'eau (fabrication, emploi ou stockage des), à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature.	< 100 kg	NC	
2450	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles etc. utilisant une forme imprimante. 2. Héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) supérieure à 200 kg/j b) supérieure à 50 kg/j mais inférieure ou égale à 200 kg/j	2kg/j	NC	
2450	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles etc. utilisant une forme imprimante. 3. Autres procédés, y compris les techniques offset non visées en 1/ si la quantité d'encre consommée est : a) supérieure ou égale à 400 kg/j b) supérieure à 100 kg/j mais inférieure ou égale à 400 kg/j	50 kg/j	NC	
2564	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques.	190 l	NC	

Rubrique	Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Régime (AS, A, D, NC)	Situation administrative (a,b,c,d,e,f)
2910	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec le gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	771 KW	NC	
2915-1b	Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est : b) supérieure à 100 l, mais inférieure ou égale à 1 000 l	15 l	NC	

AS autorisation - Servitudes d'utilité publique

A-SB autorisation – Seuil Bas de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000

A autorisation

E enregistrement

D déclaration

NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A, ou AS, ou A-SB

Au vu des informations disponibles, les installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée sont repérées de la façon suivante :

- Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- Installations exploitées sans l'autorisation requise
- Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- Installations déjà exploitées, mais faisant l'objet d'une extension ou modification notable
- Installations dont l'exploitation a cessé.

Le site ne relève ni de la directive IPPC et ni de la directive SEVESO.

3. Synthèse de la demande en terme de risques chroniques.

Intégration dans l'environnement

Depuis leur construction, les bâtiments n'ont subi aucune modification.

Eau et sols

Depuis le démarrage de l'activité, les résultats d'auto-surveillance ont fait apparaître des non-conformités récurrentes sur les paramètres cuivre et zinc.

L'effluent industriel est rejeté dans le réseau communal puis rejoint la station d'épuration de Chevigny-Saint-Sauveur. Le débit est limité à 60 m³/jour.

Une surveillance est établie sur :

- le rejet général (comprenant les eaux vannes, les eaux grasses issues du restaurant d'entreprise et les eaux industrielles). Ces dernières font l'objet d'analyses au point de rejet « OTC » ;
- le rejet « OTC » (eaux industrielles).

Les concentrations et les flux de l'effluent industriel avaient été mal estimés par l'exploitant dans le dossier de demande d'autorisation à exploiter déposé en 2003. Les valeurs qui avaient été reprises dans l'arrêté préfectoral (cf. tableau ci-dessous) étaient tellement plus contraignantes que la réglementation en vigueur, que l'exploitant n'arrivait pas à les respecter.

Le tableau ci-dessous reprend les valeurs actuelles et les valeurs projetées.

	Arrêté préfectoral du 29 juillet 2008			Projet d'arrêté préfectoral		
	Rejet général et OTC			Rejet OTC		
PARAMETRES	CONC. en mg/l	FLUX en kg/j	Fréquence	CONC. en mg/l	FLUX en kg/j	Fréquence
	Maximum journalier	Maximum journalier		Maximum journalier	Maximum journalier	
M.E.S.	200	12	Rejet OTC : Trimestrielle Rejet Général : Mensuelle	600	36	Mensuelle
DBO5 (1)	400	24		800	48	
DCO (1)	800	48		2 000	120	
Azote global (2) (exprimé en N)	30	2		150	9	
Phosphore total	10	1		10	0.6	
Cr VI	0,01	0,001		0,1	0,006	Trimestrielle
Cr total	0,05	0,003		0,5	0,03	
Plomb et composés	0,2	0,012		0,5	0,03	
Cuivre et composés	0,05	0,003		0,5	0,03	
Nickel et composés	0,05	0,003		0,5	0,03	
Cadmium	0,2	0,012		0,2	0,012	
Zinc et composés	0,2	0,01		2	0,12	
Fer, Aluminium et composés	5	0,3		5	0,3	
AOX	1	0,06		1	0,06	Annuelle
indice phénol	0.3	0,02		0,3	0,018	
Hydrocarbures totaux	10	0,6		10	0,6	
Nitrites	1	0,06	Semestrielle	Non repris *		
Test daphnies	Non toxique					

Aussi dans le cadre de cette mise à jour, les prescriptions « eau » sont modifiées.

Un seul point de rejet fera l'objet d'analyses. L'inspection propose de surveiller les eaux industrielles (cf. tableau ci-dessus) et de supprimer la surveillance des eaux du rejet général compte tenu du fait que les eaux industrielles qu'il contient sont déjà analysées.

Les concentrations imposées (cf. tableau ci-dessus) sont celles de l'arrêté ministériel intégré du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Le test daphnies (permet de déterminer la toxicité aiguë d'un produit) n'est pas repris car aucune non-conformité n'a été relevée depuis le démarrage du site en 2003. Les nitrites seront mesurés globalement avec l'ensemble des composés azotés. Aussi, l'inspection des installations classées propose de supprimer la surveillance des deux paramètres pré-cités.

Ces points sont repris aux articles 14-B1 et 15-1 du projet d'AP ci-joint.

Air

Dans le cadre de l'évolution de son activité, le site utilise aujourd'hui environ 50 tonnes de solvants par an au lieu d'être sous la limite des 30 tonnes. Pour autant les rejets de COV respectent les prescriptions de rejet actuelles à savoir un Flux < 2 Kg/h . Avec une consommation de solvants inférieure à 30 tonnes par an, l'exploitant était tenu de réaliser un Plan de Gestion de Solvants (PGS) et de le tenir à la disposition de l'inspection. Compte tenu que la consommation de solvants par an est au delà de 30 tonnes, l'exploitant doit transmettre le PGS ainsi que les mesures qu'il prend pour limiter l'usage de solvants conformément à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précité (article 28.1).

Ce point est repris à l'article 19 du projet d'AP ci-joint.

Déchets,

L'évolution de la production du site et la valorisation des produits ont conduit aux modifications suivantes :

Désignation produit	DIB = Déchets indus/banal	nomenclature	Selon production en tonnes	traitement	Ancien arrêté	Historique Modifications associées significatives
Pansements pharma assimilés banals	DIS	070514	172,8	Regroupement / incinération	23	Nouvelle filières de tri + hausse production pansement de cicatrisation
Aérosols à propulsion non inflammable azote ou air	DIS	160505	22,7	Regroupement / incinération	?	Nouvelle filière de tri
Déchets et effluents de laboratoire acide	DIS	060106*	0,7	Regroupement / incinération	1,5	
Déchets et effluents de laboratoire basique	DIS	060205*	0,8	Regroupement / incinération	1,5	
Eau de lavage + liqueur mère aqueuse	DIS	070501*	46,5	Regroupement / incinération	1	Mise en place récupération de nos premières eaux de lavage
Rebut de fab. Liquide pharmaceutique	DIS	070501*	45,4	Regroupement / incinération	42	
Encre et solvant halogéné	DIS	070503*	4,0	Regroupement / incinération	2	
Rebut de fab. Solide pharmaceutique	DIS	070513*	37,0	Regroupement / incinération	42	
Cartouche imprimante	DIS	080117*	0,3	Regroupement / incinération		
Solvants + encre non halogénée	DIS	080312*	2,5	Regroupement / incinération	3,5	
Colles masses solides + graisse de laine	DIS	080409*	91,5	Regroupement / incinération	17	Augmentation production produits de cicatrisation
Déchets liquides contenant des colles et mastics	DIS	080409*	21,0	Regroupement / incinération	22	
Déchets huileux non chlorés	DIS	130802*	2,3	Regroupement / incinération	0,3	
Bidons plastiques souillés	DIS	150110*	6,7	Regroupement / incinération	11	
Verres souillés de laboratoire	DIS	150110*	3,0	Regroupement / incinération	3	
Rouleaux encres	DIS	150110*	1,3	Regroupement / incinération		
Ouate + Absorbant	DIS	150202*	7,7	Regroupement / incinération	4,5	Augmentation des nettoyages (Qualité)
Filtre à charbon actif souillé PA poudre, solvant	DIS	150202*	1,6	Regroupement / incinération		Nouvelle filière de tri
Filtres souillés de nitrocellulose	DIS	150202*	0,1	Regroupement / incinération		Nouvelle filière de tri
Aérosols à propulsion inflammable	DIS	160504*	3,3	Regroupement / incinération	1,5	
Spécial : Déchet de labo HR et T	DIS	160506*	0,1	Regroupement / incinération		
Nitrocellulose	DIS	160506*	0,1	Regroupement / incinération		
Piles et accumulateurs	DIS	200133*	0,1	Regroupement / incinération		
Déchet de laboratoire réactif et toxique sur liste	DIS	160506*	0,1	Regroupement / incinération		
Tube néons + lampes	DIS	200121*	0,2	Regroupement / incinération		
Déchet Dangereux Diffus + métaux lourds	DIS	160506*	0,1	Regroupement / incinération		
Hydrocarbures goudron	DIS	170303*	1,0	Regroupement / incinération		
Résidu de rétention eau souillée	DIS	160709*	1,2	Regroupement / incinération		Filière ponctuelle
Déchets biologiques	DIB	180103*	5,0	Regroupement / incinération	0,03	Labo microbio renforcé
Fûts vides	DIB	150110*	13,5	Recyclage	1200 fûts	Augmentation production de masse
aluminium	DIB	160118	1,3	Recyclage		Nouvelle filière de tri
bois	DIB	150103	33,7	Recyclage		Nouvelle filière de tri
Cartons * Cartonnette / Papiers	DIB	150101	315,0	Recyclage	480	Estimation sur AP initiale
DIB – Déchets ultimes	DIB	020599	397,5	Recyclage	450	Renforcement du tri
palette	DIB	150103	1,9	Recyclage	1900 palettes	
PE grande surface	DIB	160119	39,8	Recyclage	170	
PEHD	DIB	160119	7,2	Recyclage		
PP pièces couleur	DIB	160119	1,9	Recyclage		Arrêt de prod
PS pièces couleur	DIB	160119	3,7	Recyclage		Arrêt de prod
verre	DIB	150109	5,0	Recyclage		
ferraille	DIB	160117	21,6	Recyclage	16,4	
					+ 150 T liées à l'activité + 50 T liées aux récupérations d'eaux de lavage	

Les premières eaux de lavage sont traitées en tant que déchet plutôt que d'être rejetées à la STEP de Chevigny Saint Sauveur. Cette action a par conséquent fait également augmenter la production de déchets.

Ces points sont repris aux articles 13.4 et 29 du projet d'AP ci-joint.

Bruits, Trafic, Santé publique et Energie

Les thématiques Bruit, Trafic, Santé Publique et Energie ne sont pas impactées par la mise à jour.

4. Synthèse de la demande en terme de risques accidentels.

Les modifications engendrées n'ont pas d'impact sur les risques. Au contraire ces derniers diminuent au regard de la suppression de certaines activités classées présentant un risque fort pour l'environnement (fabrication et stockage de peroxyde organique).

IV – ANALYSE ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le site a fait l'objet d'inspections régulières sur différents thèmes (rétentions, COV) et aucune n'a mis en exergue de non-conformité notable.

Les modifications réalisées diminuent le potentiel de dangers et l'impact de l'établissement sur l'environnement.

Aussi l'inspection considère les modifications proposées comme notables mais pas substantielles et propose d'acter ces dernières dans un nouvel arrêté préfectoral consistant essentiellement en la mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral originel.

VI – CONCLUSION - PROPOSITIONS

Compte tenu des modifications apportées par l'exploitant par la suppression de la fabrication, du stockage et de l'emploi de peroxydes organiques, l'arrêt de l'usage du diisocyanate de diphénylméthane (MDI) et des modifications de la nomenclature des installations classées, le site relève désormais du régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510 (stockage). Néanmoins, au regard des activités connexes et notamment l'usage de l'eau et l'emploi de COV, l'inspection des installations classées propose des prescriptions particulières.

Aussi, conformément aux dispositions de l'article R 512-46-22 du code de l'environnement, le rapporteur propose au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à la demande sollicitée sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral.

L'Inspecteur des Installations Classées

Signé

Stéphane CARON